

LA GUERRE D'ESPAGNE

DES MÊMES AUTEURS

FRANÇOIS GODICHEAU

La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939), Paris, Odile Jacob, 2004.

La Guerra civil en 250 palabras, Madrid, Alianza Editorial-Libro de Bolsillo, 2005.

La Guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature, Paris, Gallimard, coll. « Découvertes », 2006.

Avec Julio Aróstegui, *Guerra civil. Mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006.

No callaron. Las voces de los presos antifascistas en las cárceles republicanas, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2012.

Avec Jorge Marco (dir.), *El franquismo. Anatomía de una dictadura*, Grenade, Comares Editorial, 2025.

PIERRE SALMON

Un antifascisme de combat. Armer l'Espagne révolutionnaire, 1936-1939, Bordeaux, Éditions du Détour, 2024.

MERCEDES YUSTA

Guerrilla y resistencia campesina. La resistencia armada contra el régimen de Franco en Aragón (1939-1952), Saragosse, Prensas universitarias de Zaragoza, 2003.

La Guerra de los vencidos. El maquis en el Maestrazgo turolense, 1940-1950, préface de Julio Llamazares, Saragosse, Institución Fernando el Católico, 1999 ; 2005.

Madres Coraje contra Franco. La Unión de mujeres españolas en Francia, del antifascismo a la Guerra Fría (1941-1950), Madrid, Cátedra (coll. « Feminismos »), 2009.

Hugo García, Mercedes Yusta, Xavier Tabet, Cristina Climaco (eds.), *Rethinking Antifascism, 1922-1945 : History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, London-New York, Berghahn Books, 2016.

Laurent Douzou, Mercedes Yusta (sous la direction de), *La Résistance à l'épreuve du genre. Hommes et femmes dans les résistances antifascistes dans l'Europe du Sud (1936-1949)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018.

François Godicheau
Pierre Salmon
Mercedes Yusta Rodrigo

LA GUERRE D'ESPAGNE

1936-1939

La démocratie assassinée

TALLANDIER

Ce livre est publié avec le soutien du Centre national du livre.

Cartes : © Légendes cartographie / Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

INTRODUCTION

Le 19 mai 1939, Madrid est le théâtre d'une gigantesque fête. Il faut cinq heures pour qu'une interminable cohorte de soldats défile sous le regard de centaines de milliers de spectateurs. Les images de cette époque retiennent l'allégresse, la force et la communion du « défilé de la victoire ». Le « généralissime » Franco est célébré, au milieu des reliques de sainte Thérèse, en compagnie de ses alliés : Himmler, chef de la Gestapo, Bocchini, chef de la police italienne, et le dictateur du Portugal voisin, António de Oliveira Salazar. Philippe Pétain est là aussi, en tant qu'ambassadeur de France.

Ces scènes de propagande provoquent un profond malaise car elles ne disent pas tout. On souhaite qu'elles marquent les esprits et impriment l'idée d'une Espagne triomphante. Cependant, à Madrid, ce 19 mai 1939, on tait les massacres, la fuite, l'exil, les camps de réfugiés en France, les combats de ceux qui, dans toute leur diversité, sont catalogués comme « rouges » ou « républicains ». On se montre d'autant plus silencieux à l'égard des presque 120 000 personnes exécutées par les franquistes de juillet 1936 à 1939. D'autres suivront puisque, comme on le proclame à la radio ou dans la presse, « la guerre n'est pas finie ».

L'axe Rome-Berlin a été signé le 1^{er} novembre 1936 dans le cadre de l'aide militaire à Franco, sur la base d'une croisade contre-révolutionnaire commune. La guerre qui éclate à l'été 1936 en Espagne est une guerre politique par excellence, mais c'est aussi une guerre sociale et une guerre

de reconquête religieuse. En tant que guerre politique, elle a commencé avant cet été fatidique et se prolonge après mai 1939. Ainsi, alors que l'Espagne n'a pas participé aux combats de la Première Guerre mondiale et de façon seulement marginale à ceux de la Seconde, son histoire au cours des années 1930 concentre l'essentiel des problèmes de l'entre-deux-guerres, au point que ce conflit, à la fois intérieur et international, qui éclate sur son sol a acquis la valeur d'un symbole. Et ce symbole est toujours vivant aujourd'hui, dans de nombreux pays.

On le sait, cette période de l'histoire de l'Europe voit la démocratie libérale faire face à un militarisme en partie hérité de la guerre de 1914-1918 et à un nationalisme qui trouve dans la lutte contre les révolutions sociales un nouveau carburant : la III^e Internationale ouvrière, dirigée depuis l'URSS, alimente dans chaque pays la peur d'un ennemi intérieur. Avant d'être l'obsession des régimes fascistes, la révolution effraie les conservateurs libéraux. Ainsi, le discours anticommuniste de Mussolini fascine Winston Churchill qui, à la fin des années 1920, le perçoit comme une garantie pour l'ordre¹.

La situation en Espagne concentre l'essentiel de ces enjeux. La spécificité espagnole tient peut-être au jeune âge de la Seconde République, proclamée dans la liesse populaire le 14 avril 1931. Toutes les expériences politiques tentées – dictature comprise – n'avaient pas su sauver la monarchie déclinante. L'idée républicaine et les aspirations à la démocratie n'étaient pas nouvelles, elles étaient même solidement ancrées. Cependant, ces idées n'emportaient pas non plus l'adhésion de toute la classe politique. Cela vaut aussi bien en Espagne qu'à l'extérieur des frontières : sitôt survenu, l'avènement de la République n'est pas vu d'un bon œil par la diplomatie anglaise. D'ailleurs, quand arrivent en juillet 1936 les nouvelles du coup d'État militaire contre le régime, le Foreign Office ne montre pas un grand empressement à défendre la République. Quelques semaines plus tard, les démocraties s'accordent avec les

dictatures fascistes et avec l'URSS sur le principe d'une « non-intervention ».

« L'affaire espagnole », comme on la qualifie à cette époque, inquiète les chancelleries. D'un côté, le coup d'État de militaires avec le soutien de l'Allemagne et de l'Italie laisse circonspect. Mais de l'autre, la République est considérée comme un régime instable et en proie au désordre. Surtout, le contrôle de la situation reste encore très relatif dans les premiers moments du conflit : le coup d'État a donné lieu à la résistance d'une grande partie de la population ouvrière qui prend la forme d'une révolution sociale, non sans violences. Chez les politiques français et anglais, la peur de la guerre, déjà très présente dans les opinions publiques, s'ajoute à celle de la révolution. Les faux semblants de la « non-intervention » permettront d'enfermer une véritable guerre mondiale dans un seul pays, jusqu'à la victoire franquiste d'avril 1939.

À n'en pas douter, cette perception contraste fortement avec la mobilisation internationale en faveur du camp républicain. L'antifascisme, matrice essentielle de ce mouvement de solidarité, est une culture politique à la fois locale et transnationale, puisqu'elle a vite été amenée à dépasser les frontières. L'avènement du fascisme italien en 1922 et la montée des extrêmes droites européennes, matérialisée par des troubles politiques ou des prises de pouvoir, comme en 1933 en Allemagne, ont sans cesse renouvelé la nature de cette culture politique. En effet, celle-ci est faite de dialogues, de combats, d'emprunts, de contradictions qui vont prendre une forme nouvelle avec le conflit espagnol, lequel en devient l'une des principales matrices².

L'Espagne, qui était au cœur des enjeux de son temps, s'est pourtant trouvée à l'écart de l'histoire européenne. Son éloignement apparent des conflits majeurs du siècle a sans doute participé à cette marginalisation, de même que les préjugés négatifs à l'égard d'un pays considéré comme en retard sur ses voisins. Depuis la France, le problème est peut-être que le conflit espagnol a souvent été regardé

comme partie prenante de l'histoire du Front populaire, et comme un premier pas vers la guerre mondiale, mais sans plus. Son histoire est encore celle écrite au prisme de figures majeures de ce temps, comme Léon Blum, Robert Capa ou André Malraux ; c'est oublier les Espagnols.

Ce premier pas, sans doute nécessaire pour comprendre une guerre à nos frontières, n'a pas permis d'en prendre la pleine mesure. L'idée d'une exceptionnalité espagnole, celle de cette « guerre d'Espagne » ou « guerre civile » de 1936 à 1939, comme un îlot entre deux conflits mondiaux, coexiste avec l'impression quelque peu contradictoire que ce conflit fut « la répétition générale » de la Seconde Guerre mondiale. Un théâtre donc, dont le texte et les personnages, bien connus des amateurs, défilent tous en ordre, sur une scène étrange, presque exotique.

*

Il est temps de tout reprendre. Les recherches menées depuis une trentaine d'années en Espagne permettent de raconter une autre histoire. Ces recherches ont produit des résultats particulièrement riches dans trois domaines : d'une part sur les années qui précèdent l'éclatement du conflit armé, entre 1931 et 1936, d'autre part sur les logiques et les pratiques de la dictature franquiste, et enfin sur les expériences de guerre telles qu'elles ont été vécues par les acteurs anonymes de cette histoire.

Il s'agit de mieux comprendre la guerre d'Espagne à la lumière de ces nouveaux éclairages, en remisant les vieux costumes de scène et en s'attaquant à ce que le récit conservait jusqu'ici des mythes et des images de propagande. Ceux-ci ont été et sont tellement forts qu'ils sont difficiles à défaire. À tel point que cette guerre marque un nouveau seuil dans la conjugaison des déluges de feu et d'images auxquels nous nous sommes habitués depuis³.

Le premier axe de ce travail, de plus en plus net, est qu'il faut en finir avec l'idée, cultivée d'ailleurs par le franquisme,

que l'Espagne est « différente » : ce livre souligne qu'il est indispensable de faire une histoire européenne et internationale de la guerre d'Espagne. L'identification des problèmes politiques et sociaux, les circulations des personnes et des idées : tout concourt à réinscrire le pays dans le continent et dans le siècle auquel il appartient. L'Espagne de 1931, celle de la République, ne correspond pas à l'image de ce pays arriéré qui a pu parfois avoir cours. Elle est une société pleinement en phase avec la modernité de l'Europe, avec bien sûr de forts contrastes territoriaux, mais pas plus que dans la plupart des pays européens.

À partir de là, les travaux récents sur les premières années de la République permettent de tirer un second fil majeur : non seulement la guerre qui éclate à l'été 1936 n'a rien du conflit inéluctable auquel auraient mené les « contradictions profondes » du pays, mais l'idée même d'un « échec de la République » doit être déconstruite. Ces deux idées ont d'abord été répétées pour mieux disculper les auteurs du coup d'État franquiste. Cependant, comme dans le cas allemand, où l'idée d'un échec de la République de Weimar a longtemps servi à faire oublier les responsabilités des classes dirigeantes allemandes dans l'arrivée au pouvoir des nazis, l'examen minutieux de la vie politique républicaine espagnole permet de suivre la longue préméditation de l'assassinat – et non pas de l'échec – de la démocratie. Cet assassinat est le produit de nombreuses étapes, si bien que l'on peut suivre dès 1931 un processus de fascisation comparable à ce qui a été observé dans d'autres pays. Surtout, ce travail de destruction se produit de concert avec celui d'autres forces réactionnaires dont les extrêmes droites espagnoles s'inspirent, voire auxquelles elles ont demandé de l'aide.

Le coup d'État militaire des 17 et 18 juillet 1936 contre la République accouche de la guerre ; il a largement rebattu les cartes sans dessiner d'issue de crise, bien au contraire. Organisé par le général Emilio Mola avec la participation de nombreux militaires – dont le général Francisco

Franco –, le coup d'État se transforme rapidement en un processus complexe où rien n'est donné d'avance, pas même l'identité des deux blocs qui s'affrontent. Les républicains d'un côté et les insurgés de l'autre renvoient en effet à des agrégats complexes et contradictoires de forces politiques. Depuis la France ou ailleurs, à cette époque, les deux camps semblent pourtant tout droit sortis des entrailles de la terre ibérique. La persistance de ce schématisme binaire dans nos esprits, imprimé par le spectacle de la guerre, est peut-être le résultat de la seule véritable exceptionnalité du cas espagnol : le fait qu'en dépit de l'alliance Franco-Hitler-Mussolini, 1945 n'est pas, en Espagne, la fin de quoi que ce soit. La fin de la Seconde Guerre mondiale puis la guerre froide n'entraînent pas la chute du dictateur. Bien au contraire : ses ennemis sont contraints à l'exil, quand ils ne subissent pas la répression qui sévit sur le sol espagnol.

Le développement de nos connaissances sur le régime franquiste montre une chose en particulier : la continuité de la terreur entre les premières violences franquistes dans les zones immédiatement tombées aux mains des rebelles et les logiques de la construction du régime de guerre prolongée qui se structure par la suite. On peut même, si l'on s'intéresse par exemple aux perpétrateurs de cette violence, aux bourreaux, juges et bureaucrates complices du pouvoir, montrer la véritable continuité entre le début des années 1930, la guerre et son interminable prolongation. En Espagne comme ailleurs, le glissement vers la guerre civile est le produit d'attaques contre-révolutionnaires et antidémocratiques savamment orchestrées.

De ce point de vue, cet ouvrage peut être lu comme l'histoire d'une mobilisation contre-révolutionnaire qui commence en 1931 face à une République encore fragile, se prolonge en un véritable processus de fascisation jusqu'en juillet 1936, se cristallise à l'occasion de la guerre et se structure en un État qui veut construire une nouvelle société sur les ruines de l'ancienne. Une telle lecture

n'annule pas, loin de là, l'intérêt qu'il y a à observer l'évolution du « camp républicain » : d'abord la résistance des démocrates, révolutionnaires et républicains, en Espagne et au-delà, ensuite le déploiement d'un épisode révolutionnaire à l'été 1936 et son étouffement, et enfin la force d'une mobilisation antifasciste de l'échelon local à l'échelon international. Simplement, la vie intérieure du camp républicain et le spectacle des tensions et luttes internes entre ses composantes ne doivent pas faire oublier le reste. La scène principale décrit ce mouvement de contre-révolution qui domine et qui prend en 1936 la forme d'une guerre dont la durée témoigne aussi de la force de l'antifascisme.

Même si le dénouement de la guerre, avec l'établissement de la dictature franquiste pour plusieurs décennies, ne change pas, on sait à quel point l'histoire des vaincus est importante : pour peu qu'on ne s'enferme pas dans une comptabilité des responsabilités de la défaite, les enseignements des histoires de solidarité et de résistance sont précieux ; les expériences des femmes et des hommes qui les ont incarnées gagnent à être observées à une échelle européenne et selon une chronologie longue.

La progression du livre suit les grandes phases et les enjeux de cette histoire espagnole et européenne. Nous commençons par resituer l'Espagne comme un pays parfaitement partie prenante du concert européen de l'époque, même s'il est riche de sa propre histoire. La féroce guerre coloniale du Rif accorde un nouveau rôle aux militaires qui souhaitent « régénérer » leur pays en faisant la chasse à l'« anti-Espagne », dont la démocratie fait évidemment partie. Le deuxième chapitre montre à quel point la République reste à construire après sa proclamation le 14 avril 1931. À l'évocation des ambitions de ses fondateurs succède l'explication de l'enjeu central : l'ordre social, que la réalité des pouvoirs traditionnels du pays transforme très tôt en problème d'ordre public (chapitre III). Le spectre de la révolution fait son apparition, d'abord comme un objet de manipulation par les forces

conservatrices et réactionnaires, qui en font une véritable obsession et la base de leur mobilisation politique (chapitre iv). Prend alors forme, dès l'hiver 1933-1934, le processus de fascisation qui couvait depuis l'été 1931 et qui vient à maturité au début de l'année 1936, au moment même où une coalition électorale de gauche remporte les élections (chapitre v).

Deux chapitres (vi et vii) se concentrent sur le coup d'État qui précipite tout, d'abord sur sa préparation sur le long terme, puis sur la manière dont son échec fait naître la guerre. Il faut ensuite s'attarder sur les buts et les modalités de ce qui, dans le camp insurgé, devient une guerre d'extermination (chapitre viii), avant d'aborder l'écroulement de l'État républicain et l'émergence de la révolution dans les territoires qui échappent aux putschistes : ici, la politique est tuée par la guerre dans un déchaînement de violence qui reflue à mesure que les efforts pour y mettre fin se conjuguent (chapitre ix).

L'installation de la guerre dans la durée et son internationalisation sont abordées à partir d'une de ses conditions principales, les attitudes internationales et l'aide militaire aux deux camps (chapitres x et xi), complétée par les mobilisations tous azimuts, de la propagande à l'humanitaire, dans de nombreux pays (chapitre xii).

On revient ensuite sur les deux camps, pour montrer que dans celui qui devient « franquiste », la dictature se construit dès le début dans le feu de la guerre, mais elle se construit pour durer (chapitre xiii). Pendant ce temps, l'autre camp devient le camp républicain par reflux de la révolution et la reconstruction de l'État républicain, mais sa nouvelle cohérence est un château de cartes politique (chapitre xiv). Les conditions et la réalité de la première guerre moderne vécue par l'Espagne, une guerre industrielle et totale, font pencher la balance du côté des militaires et du fascisme (chapitre xv). Le dernier chapitre du livre, « 1939, la guerre n'est pas finie », souligne à quel point ce conflit, à la fois militaire, politique et social, ne

INTRODUCTION

s'arrête pas quand, pour reprendre le communiqué de l'état-major franquiste, « les armées du généralissime ont atteint leurs derniers objectifs militaires ».

Le paroxysme de la guerre a fait apparaître des tensions qui sont loin d'être résolues. Encore aujourd'hui, quatre-vingt-dix ans plus tard, les enjeux mémoriels que représente cette guerre sont majeurs : des éléments de langage et les logiques de construction de l'ennemi durant la guerre sont parfois repris tels quels dans l'espace politique espagnol, tandis que l'héritage républicain démocratique n'a été que faiblement assumé par le régime actuel. Peut-être parce que, énième victoire post mortem du franquisme, on confond encore le projet républicain avec ce que produisirent ses bourreaux : le désordre et la guerre.

CHAPITRE PREMIER

Deux Espagnes ? Des Espagnes

Le 14 avril 1931, la Seconde République espagnole est proclamée sous l'impulsion des foules urbaines. La victoire des listes républicaines aux élections municipales a consacré la chute de la monarchie. Les images d'époque disent l'allégresse et l'espoir mais sont souvent suivies par d'autres, faites d'ombres et de silhouettes inquiétantes, qui anticipent les déchirures de la guerre qui survient en 1936. L'histoire de l'Espagne est fréquemment peinte en noir et blanc. La légende d'une opposition entre une « Espagne noire » pétrie de tradition, d'intolérance religieuse et d'inquisition, et une autre Espagne, moderne, fille des Lumières, est plus que séculaire. Elle convient parfaitement à l'histoire d'un affrontement présenté comme inévitable. D'autres contrastes apparaîtront si l'on utilise la couleur, si on laisse sur le seuil le lourd héritage de l'opposition entre deux Espagnes, pour présenter les conditions dans lesquelles explose la fête républicaine du 14 avril 1931.

Un fait très simple, même surprenant, montre à quel point les images d'Épinal faussent notre regard sur l'Espagne de cette époque. En 1931, une enquête sur la pratique religieuse est diligentée dans le diocèse de Séville auprès de tous les curés de paroisse. Elle fait remonter des réponses qui contrastent énormément avec l'image que l'on peut avoir de cette ville et du catholicisme espagnol, l'image des pénitents de la Semaine sainte, avec leurs hauts capuchons masquant le visage, vus depuis l'étranger comme la manifestation la

plus spectaculaire du plus profond traditionalisme. L'enquête révèle pourtant que seulement 1,44 % des habitants (2,69 % pour la capitale, moins d'1 % pour le reste de la province) assistent à la messe dominicale, essentiellement des femmes. Il est même fréquent, dans plusieurs localités, que moins de dix personnes se rendent aux services religieux en même temps¹. Cela dans une province où domine la grande propriété terrienne qui emploie des milliers d'ouvriers agricoles du lever au coucher du soleil. De quoi est donc faite cette Espagne que nous ne reconnaissons pas ?

Les historiens ont pu dire que la monarchie espagnole était tombée toute seule, « comme un fruit blet² ». Nous verrons que même si l'image est belle, elle n'est pas tout à fait exacte. Pour comprendre la séquence historique qui s'ouvre au printemps 1931, il est nécessaire de redéployer la chronologie.

La monarchie espagnole est pluriséculaire, mais celle qui chute à ce moment précis est la « monarchie restaurée » plus de cinquante ans auparavant, en 1875, à la suite d'un premier – et bref – épisode républicain. Ce « régime de la Restauration » était fondé sur la nécessité d'éviter l'irruption des masses populaires, de la plèbe urbaine et rurale, en politique. Il était organisé, comme nous allons le voir, sur le principe d'une confiscation des institutions politiques par les élites propriétaires. Mais il connaît ensuite, à partir du début du ^{xx}e siècle, une crise qui s'accélère jusqu'à ce qu'en 1923 le roi Alphonse XIII accepte la prise du pouvoir par le général Miguel Primo de Rivera, qui vient de se soulever contre le gouvernement. S'installe alors une dictature militaire qui ne permet aucune « régénération » de la monarchie, mais qui, bien au contraire, lui fait courir le risque de l'entraîner dans son propre effondrement. Le roi congédie alors le dictateur au début de 1930 et cherche la formule pour revenir à une monarchie parlementaire fondée sur un minimum de légitimité politique, d'où la convocation d'élections municipales pour avril 1931.

*Une monarchie « restaurée »
qui n'en finit pas de dégénérer*

La restauration monarchique de 1875 devait résoudre une instabilité politique récurrente. L'hétérogénéité des classes dominantes espagnoles produisait régulièrement des soubresauts politiques car, faute d'un système d'alternance pacifique au sommet du pouvoir, les secteurs les plus libéraux y accédaient rarement. Les coups de force que ceux-ci tentaient dérivait facilement en soulèvements populaires. Pour mettre fin à une période de six ans d'instabilité entamée en 1868 et qui avait même vu dans certaines villes, en 1873, la prise du pouvoir par des ouvriers internationalistes, en écho à la Commune de Paris (1871), les pères politiques de la Restauration inventèrent un système fondé sur deux grands partis dynastiques, le parti conservateur et le parti libéral, qui avaient vocation à amalgamer à droite et à gauche, depuis les courants les plus traditionalistes jusqu'aux démocrates et à des républicains repentis. Les dirigeants de ces partis s'entendaient avec le roi sur une alternance concertée qui reposait sur le trucage des élections, avec un suffrage très restreint jusqu'en 1890, puis un suffrage universel masculin.

Ce système, dit du « tour de rôle », fonctionne de la façon suivante : le roi appelle un des deux chefs de parti à former un gouvernement ; une fois celui-ci composé, le ministre de l'Intérieur inscrit le nom du futur vainqueur des élections dans chacune des circonscriptions. Il prévoit une majorité ample pour son parti, mais aussi une minorité importante pour le parti adverse, de sorte que celui-ci maintienne suffisamment de présence politique pour être capable de prendre le relais. Quatre ou cinq ans plus tard, à l'occasion d'un débat particulièrement vif ou d'une crise politique, le roi appelle le dirigeant du parti minoritaire qui, une fois au gouvernement, organise les élections selon la même logique pour devenir majoritaire pour la période suivante.

Ce système politique repose sur une forme de domination sociale qui est alors dénoncée sous le nom de « caciquisme », un mot qui vient de « caciques », ces chefs traditionnels des communautés indigènes de l'Amérique espagnole. Les caciques sont des notables, souvent de grands propriétaires qui dominent la bonne société locale et se trouvent capables, par le jeu du clientélisme, de faire voter pour le candidat désigné par le ministre de l'Intérieur. Ce type de mobilisation de l'influence sociale de notables, qui fait de l'élection une confirmation d'une position sociale présentée comme naturelle, n'est bien sûr pas propre à l'Espagne ; il accompagne depuis le début du XIX^e siècle l'extension du suffrage dans tous les pays qui peu à peu l'ont instauré. En France, sous le Second Empire, les candidatures officielles reposent sur les mêmes mécanismes et la « France des notables » n'a pas disparu avec l'arrivée de la Troisième République en 1870 ; elle a simplement changé de forme.

L'intégration très forte entre système de domination politique national et système local de domination sociale est cependant particulière en Espagne. Cette configuration dure jusque dans les années 1930 et constituera un problème majeur pour le projet républicain. Cela ne signifie pas pour autant que rien ne change, bien au contraire : à partir de l'instauration du suffrage universel masculin en 1890, le contrôle des votes et donc la manipulation des résultats sont devenus moins aisés, en particulier dans les villes où les liens de dépendance de la population aux propriétaires sont moins forts. Le développement de l'économie industrielle et de l'agriculture d'exportation sur le temps long accentue ce phénomène en faisant croître les centres urbains et, dans les grandes villes, des sièges échappent de plus en plus aux deux partis désignés. C'est le cas en particulier à Barcelone, où un fort vote populaire républicain s'affirme, doublé du développement d'un régionalisme politique dynamique.

Le sort d'un empire colonial moribond marque aussi la vie politique. La perte, en 1898, des dernières colonies

espagnoles, les Philippines, Guam, Puerto Rico et surtout Cuba, à la suite de guerres coloniales cruelles et coûteuses en vies humaines, survient de façon spectaculaire à l'occasion d'une guerre éclair contre les États-Unis. La seconde guerre coloniale cubaine (1895-1898, après une première guerre de dix ans de 1868 à 1878) est en voie d'être gagnée par les indépendantistes cubains malgré les méthodes inhumaines de l'armée espagnole, ce qui constituera un précédent pour celle-ci : l'expérience de la défaite militaire et politique face à un mouvement indépendantiste et volontiers révolutionnaire – le parti fondé par le poète José Martí, père de l'indépendance, s'appelle Parti révolutionnaire cubain – laissera des traces chez les officiers espagnols confrontés peu après au mouvement catalaniste. L'intervention des États-Unis en 1898, motivée par la peur de voir surgir une république interracial et socialiste à leurs portes, ne fait qu'accélérer le dénouement du conflit. La confrontation avec l'Espagne se résout ainsi en quelques semaines par une victoire américaine écrasante sur la marine et l'armée espagnoles. L'humiliation est totale et le sentiment national meurtri par la conscience de n'être plus qu'une puissance de second rang.

Le « désastre de 1898 », comme on l'a appelé, a surtout marqué sur les plans symbolique et politique. Il installe dans une grande partie de l'opinion l'idée d'une crise de la « race espagnole », qui suivrait une trajectoire différente des autres puissances politiques et économiques du moment, qui s'appuient toutes sur des empires continentaux ou coloniaux. Sur le plan économique, même si Cuba a été le territoire le plus riche de l'Espagne du XIX^e siècle, la prospérité nationale n'en est pas si dépendante. Les très grandes fortunes qui se sont bâties sur le trafic esclavagiste et le commerce du sucre ont permis une accumulation massive qui a été au fondement des grandes industries et des banques et, à travers cela, de l'insertion de l'Espagne dans le circuit économique mondial moderne³. Les liens forts tissés à cette occasion avec les premières économies du continent

européen, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, restent les mêmes et vont se resserrer par la suite, avec la reprise consécutive à la dépression de la fin des années 1890 et ensuite à l'occasion de la Première Guerre mondiale.

Les conséquences de 1898 sont en revanche très importantes pour un des acteurs principaux de la politique espagnole : l'armée. Comme souvent lors des guerres coloniales, les militaires rejettent la faute de la défaite sur les politiciens. Le développement d'un fort particularisme politique catalan, sous une forme majoritairement régionaliste plus que nationaliste, et l'affirmation d'un mouvement ouvrier très combatif, avec une première grève générale à Barcelone en 1902, donnent la sensation aux officiers que la défaite coloniale peut être le prélude à une véritable « dégénération » de l'Espagne. Réduite sur le sol métropolitain à n'être qu'une force de maintien de l'ordre, l'armée s'ennuie dans les casernes, les officiers ont moins d'espoirs de promotion rapide, et leur solde n'est pas très élevée. L'armée absorbe pourtant une part majeure du budget de l'État, car il s'agit d'une puissance macrocéphale, peuplée de colonels et de généraux, tout cela au détriment de sa modernisation, en particulier sur le plan de l'équipement. Les hommes qui reviennent de la guerre coloniale sont en outre habitués à un niveau de violence extrême. La distinction entre l'état de paix et l'état de guerre n'a jamais été le fort du maintien de l'ordre en Espagne et le retour de milliers d'officiers et de vétérans marqués par une guerre qui a été livrée contre la société cubaine dans son ensemble aggrave le problème. Le fil de fer barbelé est devenu une arme de guerre, et Cuba a vu naître les premiers camps de concentration de l'histoire contemporaine.

Le « désastre » de 1898 accouche d'un courant intellectuel qui fait mouche chez les militaires : le « régénérationnisme ». Il devient une notion clé chez les figures politiques qui souhaitent donner de nouveaux cadres à une nation jugée déclinante. L'armée tend alors à se penser comme la colonne vertébrale du pays, le dernier recours face à

la dégénérescence et à la perte de statut de l'Espagne. Le développement d'un espace public moderne dans les villes, avec une presse libre, des syndicats actifs, une vie culturelle sensible à la diversité du pays, de la Catalogne à la Galice en passant par le Pays basque, tout cela hérisse beaucoup de militaires. À la suite d'une publication catalane qui brocardait les officiers, une expédition punitive est menée au siège du journal satirique *Cu-Cut* et, surtout, l'armée réclame et obtient une loi qui prend en 1906 le nom de « loi sur les juridictions ». Elle permet de militariser la répression sociale et politique en multipliant les conseils de guerre contre les civils, qui existaient déjà, mais uniquement lors des états de guerre, en Péninsule comme dans les colonies avant leur indépendance.

Cette verticalité du maintien de l'ordre crispe la société. La Garde civile, qui se présente comme l'équivalent de la gendarmerie française, est une institution militaire réputée pour sa violence. Ses membres, coiffés d'un chapeau tricorne très reconnaissable, font face à une détestation de plus en plus marquée. Dans ce cadre, la moindre dispute avec un membre des forces armées peut se traduire en conseil de guerre. Cela n'est pas de nature à apaiser les conflits, ni dans les campagnes, où la Garde civile est la fidèle gardienne d'un ordre social très inégalitaire, ni dans les villes, où le nombre de syndicats, de tendance socialiste mais aussi, et surtout, anarchiste, croît au même rythme que l'industrialisation.

Bientôt, après avoir importé les éléments de la crise coloniale sur son sol, l'Espagne les projette à nouveau vers l'extérieur, illustrant un mouvement de va-et-vient qui connaîtra son paroxysme en 1936. En 1909, elle se lance dans une nouvelle aventure coloniale et tente d'accroître sa présence militaire au Maroc. Ce débouché est une réponse à la frustration d'une partie de l'armée, une réaffirmation d'un impérialisme à demi impotent qui flatte un certain nationalisme espagnol, et qui débouche aussi sur la manifestation d'une profonde déchirure. Plus qu'ailleurs, c'est le

sang des pauvres qui irrigue les guerres coloniales : le système des levées en Espagne se fait par tirage au sort dans une classe d'âge – une opération assurée par la Garde civile dans les villages –, mais surtout, il est possible, moyennant une somme d'argent, d'envoyer quelqu'un à sa place. Alors que la mortalité au combat et du fait des maladies a varié entre 25 et 50 % dans les guerres d'indépendance de Cuba, et ne promet pas d'être meilleure au Maroc, l'enjeu est de taille. Les plus fortunés peuvent donc racheter leur vie en envoyant à leur place un jeune homme dont la famille a absolument besoin d'argent pour survivre. Ceux qui ont un peu de revenus tentent de mettre de côté pour sauver un fils si le sort leur est contraire ; les autres espèrent que le malheur ne s'abattra pas sur leur maison, privée d'une force de travail souvent indispensable à la simple survie.

Cette même année 1909, à la suite d'une défaite militaire particulièrement sanglante, ces injustices donnent lieu à une explosion sociale et politique à Barcelone et dans d'autres localités catalanes : à partir de la protestation de mères de conscrits refusant l'embarquement de leurs fils pour le Maroc, la capitale ouvrière s'insurge, les rues se couvrent de barricades et, par dizaines, des édifices religieux sont incendiés. Durant une semaine, les églises et les couvents brûlent alors que la répression laisse de nombreux cadavres sur le pavé. La presse des classes dominantes, horrifiée par les attaques contre l'Église, appelle l'épisode la « Semaine tragique » et parmi les procès militaires contre les auteurs réels ou supposés, l'un devient célèbre et donne lieu à une campagne de solidarité internationale : le pédagogue libertaire Francisco Ferrer est accusé d'être l'inspirateur des faits et plus largement de « la secte anarchiste ». L'anticléricalisme et l'iconoclasme populaires sont en réalité bien plus profonds dans le pays : le même genre de destructions a eu lieu en 1835, à une époque où l'anarchisme n'existait pas en Espagne. Ferrer est condamné à mort, exécuté, et la répression qui s'abat une nouvelle fois sur le mouvement ouvrier et démocratique provoque

en retour sa structuration : en 1910 naît la Confédération nationale du travail (CNT), destinée à être la plus puissante organisation anarcho-syndicaliste de l'Europe entre les deux guerres. En 1912, le principal dirigeant du parti libéral subit le même sort que le leader du parti conservateur en 1905 : tous les deux sont assassinés par un anarchiste, aucun n'a de successeur affirmé et la division s'empare de leurs partis, rendant plus difficile le système du « tour de rôle ».

*Crise monarchique, guerre sociale
et dictature « régénératrice »*

Le déclin du régime s'accélère, même s'il est en quelque sorte compensé par la relative prospérité qui naît à l'occasion de la Première Guerre mondiale. À ce moment, l'Espagne est restée neutre, d'une neutralité suffisamment flexible pour être un centre névralgique des activités humanitaires ou de propagande. Cette situation a permis un enrichissement du pays, qui est devenu le fournisseur d'équipement et de toute sorte d'approvisionnements de guerre⁴. L'aspiration de la bourgeoisie catalane, mais aussi des élites économiques basques, à peser davantage sur les choix politiques et à jouir de davantage d'autonomie donne lieu, en 1914, à la naissance d'une institution catalane expérimentant une autogestion minimale, la *Mancomunitat de Catalunya*.

La crise survient pourtant en 1917 et elle manque d'être fatale au régime : une assemblée de parlementaires est convoquée à Barcelone pour poser les bases d'une profonde réforme constitutionnelle par ceux qui sont marginalisés par le système, catalanistes et autres régionalistes, républicains ou socialistes. Or, depuis 1916, l'armée est pour sa part traversée par un mouvement de protestation générale des officiers contre la dégradation de leurs salaires – la surchauffe économique a provoqué une forte



La foule madrilène observe l’affichage du journal *La Tribuna*, qui relate l’évolution de la Première Guerre mondiale. Officiellement neutre, l’Espagne s’engage sur le terrain humanitaire et tire des profits économiques de la guerre.

inflation – et le favoritisme pour les promotions, réservées à ceux qui servent au Maroc. Ce mouvement dit des « Juntas de défense », qui critique les parlementaires, les généraux et même le roi, déborde sur les sous-officiers et les corps de police. Pour ne rien arranger, c'est le moment où la conflictualité ouvrière explose : la CNT a appelé à la grève générale et a proclamé un comité révolutionnaire. La ville se couvre de barricades. Nous sommes en 1917 : le spectre de la révolution ouvrière s'est déjà levé et commence à parcourir une Europe où l'Espagne fait écho à la Russie. Comme la plupart des pays d'Europe, le pays semble faire face à trois options : réaction, réforme ou révolution⁵.

Devant cette situation qui menace le régime et l'ordre social, le gouvernement s'appuie d'abord sur les officiers, à qui il donne satisfaction. Ces derniers expriment une profonde aversion pour « le désordre » et pour un catalanisme

qui ravive la blessure patriotique de 1898. Une intervention militaire empêche l'ouverture de l'assemblée des parlementaires en juin. Enfin, tous, gouvernement, militaires, classes dominantes, s'accordent pour réprimer le plus brutalement possible les mobilisations ouvrières. Mais la violence indiscriminée – plus d'une centaine de morts – se double d'une répression judiciaire qui fragilise encore plus le régime. La traduction de 2 000 ouvriers en conseil de guerre et la condamnation des directions des deux grands syndicats, la CNT, mais aussi l'Union générale des travailleurs (UGT), lié au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), provoque une importante campagne pro-amnistie.

Dans la continuité de la répression de la « Semaine tragique », ces événements installent la monarchie dans une dynamique qui ne cesse de la dégrader. Sur ce plan de la violence politique, l'Espagne est encore une fois en pointe en Europe, comme sur celui de l'agitation révolutionnaire. On observe en effet une mobilisation croissante de phalanges et de groupes armés d'extrême droite particulièrement brutaux, contre les manifestations populaires d'anticléricalisme ou contre les grèves ainsi que la réorganisation d'instruments traditionnels de « défense sociale » contre les mobilisations de la plèbe urbaine. Ces phénomènes miliciens agissent de concert avec des interventions de l'armée et deviennent systématiques dès 1919, un an avant que les *squadristi* du fascisme italien ne soient lancés à l'assaut des syndicats et partis ouvriers, puis du pouvoir tout entier.

De 1919 à 1923, un cycle de mobilisations révolutionnaires et de répression, dans les campagnes et les villes d'Espagne, met le pays au diapason de l'Europe. À la suite de la victoire bolchevique de 1917, le continent est traversé d'est en ouest par le spectre de la révolution ouvrière et paysanne. Entre 1918 et 1920, l'Andalousie est touchée par de grandes mobilisations, en particulier d'ouvriers agricoles sans terres, qui sont qualifiées par les possédants de « triennat bolchevique », de la même façon

qu'en Italie, au même moment, se déroule un *bienio rosso* (« biennale rouge »). On mesure à travers ces mots à quel point les mobilisations des pauvres n'ont pas besoin d'être structurées en mouvements visant à conquérir le pouvoir politique pour être considérées comme des tentatives révolutionnaires. Dans les grandes villes, en particulier à Barcelone, ces mêmes années de l'après-guerre, marquées par la crise industrielle – c'en est fini des commandes de matériels militaires pour les Alliés –, sont le cadre de très dures confrontations entre le mouvement ouvrier et les forces de répression qui font des centaines de morts.

L'armée espagnole s'implique directement et se heurte violemment aux limites de l'État de droit. Elle est toujours marquée par la période précédente qui a fait d'elle le refuge d'un nationalisme frustré et revanchard. Un gouverneur militaire de Catalogne menace même le gouverneur civil (préfet) de la province de Barcelone, qui prétendait limiter les excès de la répression et négocier avec les grévistes : il le met dans un train en direction de Madrid et lui promet que s'il ose reprendre le train dans l'autre sens, il le fera abattre dès son entrée en Catalogne. Ce rôle croissant d'une armée qui agit en tant qu'institution – à la différence du XIX^e siècle, où de grands généraux étaient les porte-épées des partis – traduit mal les divisions qui, en réalité, agitent ses rangs, en particulier entre ceux qui combattent dans le Nord de l'Afrique et ceux qui font la police en Espagne. Les limitations de l'armée espagnole apparaissent très nettement sur le terrain marocain : en 1921, une série de défaites lui sont infligées par le dirigeant rifain Abd el-krim al-Khattabi, notamment à Anoual, bataille où environ 10 000 soldats espagnols perdent la vie. Les erreurs de commandement, les faiblesses techniques de toutes sortes et le lourd bilan – 13 000 à 19 000 soldats morts en tout pour cette seule année – tendent à l'extrême les relations avec le haut commandement, d'autant qu'une commission d'enquête parlementaire vise à faire toute la lumière sur le « désastre d'Anoual ». Le scandale est immense.



Les chefs de gouvernement espagnol et français, Miguel Primo de Rivera et Aristide Briand, devant l'Arc de Triomphe, à Paris, le 14 juillet 1926. Leur rencontre précède la signature d'un pacte franco-espagnol sur la guerre du Rif (1921-1927). À la fin du conflit, la France engage des troupes dans cette guerre coloniale aux côtés de l'Espagne. Les opérations militaires, menées par le maréchal Pétain, participent à la défaite d'Abd el-Krim.

Tensions au sein des élites, entre militaristes et politiciens libéraux, tensions avec le peuple, qui verse son sang pour une aventure coloniale de pur prestige : la question marocaine dans l'Espagne des années 1920 et 1930 est bien plus importante que ce que pourrait laisser penser la superficie réduite de cette « colonie ». Censée incarner la « régénération » de l'Espagne, elle accélère le déclin de la monarchie. La guerre du Maroc s'étend sur près de vingt ans, entre 1909 et 1927, et donne lieu à la participation active de la France en soutien de l'Espagne, à partir de 1925. Elle se trouve aussi à l'origine de la « brutalisation » d'une partie conséquente de l'armée espagnole. Cette guerre coloniale particulièrement cruelle est en effet l'école où se forme une élite militaire d'officiers entraînés à l'utilisation d'une violence extrême contre les populations civiles : bombardements de villages, massacres de populations entières, etc. La Légion espagnole au sein de laquelle s'illustre déjà un jeune officier du nom de Francisco Franco développe un culte de la mort qui prend la forme d'un cri sinistre : « Vive la mort⁶ ! » Cette guerre a participé à la mutation des cultures politiques et à la racialisation des rapports sociaux : l'ouvrier et le paysan « rouges » sont devenus identiques au « sauvage » combattu dans l'espace colonial. Même si tout ne tient pas à cet épisode, ce n'est certainement pas un hasard si plusieurs des généraux putschistes de 1936, dont Francisco Franco, José Sanjurjo, Emilio Mola ou José Millán-Astray, ont obtenu leurs lauriers militaires au Maroc.

NOTES

Notes de l'introduction, p. 7

1. Marie-Anne Matard-Bonucci, « Un grand pouvoir de séduction », *L'Histoire*, n° spécial « La révolution fasciste », n° 94-1, p. 72-77.
2. Hugo García, Mercedes Yusta Rodrigo, Xavier Tabet, et Cristina Clímaco (dir.), *Rethinking antifascism: history, memory and politics, 1922 to the present*, New York, Berghahn Books, 2016.
3. François Fontaine, *La Guerre d'Espagne, un déluge de feu et d'images*, Paris, Éditions BDIC/Berg International, 2003.

Notes du chapitre premier, p. 17

1. Enquête citée par Rúben Emanuel Leitão Prazeres Serém, dans « Conspiracy, coup d'état and civil war in Seville (1936-1939): History and myth in Francoist Spain », thèse de doctorat, London School of Economics, 2012, p. 213 et tableaux p. 268-269 et 273-277.
2. Titre du premier chapitre du livre de Pierre Broué, *La Révolution espagnole 1931-1939*, Paris, Flammarion, 1973.
3. Martín Rodrigo Alharilla, Elisa Martí López (coord.), « The Legacies of Atlantic Slavery in nineteenth-century Spain », *The Routledge Hispanic Studies Companion to nineteenth-century Spain*, 2021, p. 295-306.
4. Jean-Marc Delaunay, « L'Espagne devant la guerre mondiale, 1914-1919. Une neutralité profitable ? », *Relations internationales*, n° 160, 2014, p. 53-69.
5. Gregory M. Luebbert, *Liberalism, Fascism, or Social Democracy: Social Classes and the Political Origins of Regimes in Interwar Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1991.
6. Stéphane Michonneau, *Franco. Le temps et la légende*, Paris, Flammarion, 2025, p. 285 sq.